

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA  
SÉCURITÉ SOCIALE ET DE LA  
JUSTICE

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA  
FONCTION PUBLIQUE

DIRECTION DE LA GESTION DU  
PERSONNEL CIVIL DE L'ÉTAT

Poste de reclassement et nomination  
de Monsieur NGOLIELE (Augustin)  
Professeur de DEG de 2° échelon  
des Cadres de la Catégorie A  
hiérarchie III des Services Sociaux  
(Enseignement)

LE PREMIER MINISTRE,

(/ISAS:

- (/u la Constitution du 4 Juillet 1979 ;
- (/u la Loi n° 070/84 du 7 Décembre 1984 portant ratification de l'Ordonnance n° 019/84 du 23. OCT 1984 portant modification de certaines dispositions de la Constitution du 4 Juillet 1979 ;
- (/u la Loi n° 15/62 du 3 Février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;
- (/u l'arrêté n° 2007/FP du 21 Juin 1956 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
- (/u le décret n° 59/23 du 30 Janvier 1959, fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories B, C, D, E (devenues A, B, C et D) de fonctionnaires ;
- (/u le décret n° 62-120/MF du 9 Mai 1962, fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
- (/u le décret n° 62-195/FP du 5 Juillet 1962, fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
- (/u le décret n° 62-197/FP du 5 Juillet 1962, fixant les catégories et hiérarchies des cadres créés par la Loi n° 15/62 du 3 Février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;
- (/u le décret n° 62-196/FP du 5 Juillet 1962, relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
- (/u le décret n° 67-304 du 30/05/1967, modifiant le tableau hiérarchique des Cadres A de l'Enseignement Secondaire et abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 19, 20 et 24 du décret 64/165 du 22/5/64 fixant le statut commun des Cadres de l'Enseignement ;
- (/u le décret n° 67-300/FP-GE du 24 Février 1967, réglant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes réglementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment son article 1er § 2 ;
- (/u le décret n° 74-470 du 1 Décembre 1974, abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 52-196/FP du 5 Juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
- (/u le décret n° 80/330 du 27 Décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
- (/u le décret n° 84-156 du 5 OCT 1984, portant nomination du Premier Ministre ;
- (/u le décret n° 064-1172 du 10 Décembre 1986, portant nomination des Membres du Gouvernement ;
- (/u le décret n° 064-1173 du 10 Décembre 1986, portant organisation des Intérim des Membres du Gouvernement ;
- (/u le décret n° 154-260 du 5 Mars 1985, déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
- (/u le décret n° 164-177 du 10 Juillet 1986, sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
- (/u l'arrêté n° 9671/MEFA-DGAS-01/8 du 26/12/84, portant promotion des Professeurs de DEG des Cadres de la

D.G.B.

D.C.F.

Catégorie K, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement) de la République Populaire du Congo, au titre de l'année 1983 ;

(/u la lettre n° 1905/MEFA-SG-CF.A du 21 Novembre 1986, du Directeur du Personnel et des Affaires Administratives au Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation ;

1) E D R E T E :

ARTICLE 1er. - En application des dispositions du décret n° 67/304 du 30/9/1967 susvisé, Monsieur NGOLIELE Augustin, Professeur de CEG de 2e échelon, indice 780 des Cadres de la Catégorie K, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement), en service à Brazzaville, titulaire de la Licence Es Sciences section: Sciences Naturelles, Option : Enseignement (2e session 1985) délivrée par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est reclassé à la Catégorie K hiérarchie I et nommé Professeur de Lycée de 1er échelon indice 830 z.CC Néant.

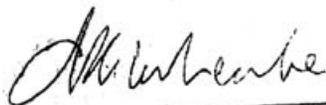
ARTICLE 2. - Conformément aux dispositions du décret n° 86/4877 du 18/7/1986 susvisé, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

ARTICLE 3. - Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté, à compter de la date de sa signature, sera enregistré, publié au JORPC et communiqué partout où besoin sera.

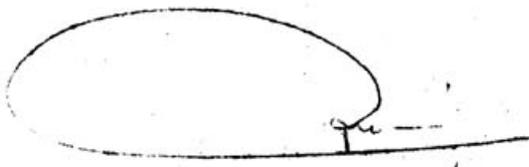
Brazzaville, le 10 Juin 1987

Par le Premier Ministre,

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE  
LA SECURITE SOCIALE ET DE LA  
JUSTICE GARDE DES SCEAUX



Commandant Dieudonné KIMBENBE.-



ange Edouard POUNGUI.-

AMPLIATIONS:

JORPC ..... 1  
DGFP/DGPE ..... 2  
DGFP/BST ..... 1  
DGB ..... 3  
DCF ..... 3  
MESS ..... 2  
DPA ..... 3  
DOSSIER ..... 3  
INTERIEUR ..... 1  
SGG/BC ..... 2/-